

**SAFERE, *South African Feminist Review*, Editor : Patricia McFadden,
Southern African Region Institute for Policy Studies,
Harare, No. 1, janvier 1995.**

Fatou Sow *

SAFERE est la première revue féministe d'Afrique australe, créée par un collectif de femmes noires féministes basé à Harare (Zimbabwe) et publié par SARIPS (Southern African Region Institute for Policy Studies) de SAPES. Ce numéro 1 du volume 1 est paru en janvier 1995.

L'éditorial signé par la sociologue Patricia McFadden, directrice de la publication, donne d'emblée l'ambition et le ton de la revue. Il s'agit de faire voir, entendre et remarquer les réflexions et aspirations des femmes noires trop longtemps tues ou inconnues dans un contexte où domine fondamentalement la parole des hommes autour de leurs préoccupations propres ; reconnaître et valoriser la contribution des femmes au développement social, mais surtout remettre en question les idéologies patriarcales sexistes dans les familles, les communautés et les nations et mieux éclairer les débats entamés sur le devenir de l'Afrique, par une perspective féministe.

Ce premier numéro intitulé «The gendered politics of land» consacre deux articles importants qui ouvrent le débat sur les statuts et rôles des sexes dans les politiques en Afrique australe à l'époque coloniale et à l'indépendance. Ici R. Gaidwanza et Sam Moyo, deux éminents spécialistes des sciences sociales, s'interrogent sur le Zimbabwe. La première analyse le droit à la terre en tenant compte des rôles joués par les sexes dans l'allocation et le contrôle de ces ressources, leur productivité et la menace qui pèse sur la subsistance des paysannes et citadines pauvres du Zimbabwe. Le contexte coloniale raciste de la Rhodésie avait privé de la terre la majorité des paysans noirs au profit d'une minorité blanche qui a construit sa fortune sur les sols les plus riches. A l'indépendance, les terres et maisons abandonnées par la

* Coordonnatrice de l'Institut sur le Genre, Session 1996, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

population blanche reviennent à la communauté noire masculine, marginalisant à nouveau les femmes noires de la maîtrise de l'espace foncier rural et urbain. En fait la même oppression patriarcale du système blanc est reproduite par la culture noire qui occulte les implications de la réforme agraire sur les rôles des sexes et leur impact négatif sur l'accès des femmes à la terre à usage agricole, commercial, industriel ou résidentiel. Sam Moyo, que Patricia McFadden remercie spécifiquement comme contributeur masculin, a «courageusement pris un pas intellectuel et politique» en prenant une perspective de genre sur les problèmes dont il est un spécialiste : terre, classe et race au Zimbabwe. Il analyse les relations entre le pouvoir, la terre et les rôles sociaux des sexes, dans un contexte ou les relations de race, de classe, d'ethnie sont indissociables des turbulences de l'Etat et des nationalismes. Présentant une analyse de genre question foncière globale du Zimbabwe, il en élargit la perspective pour les femmes. En effet, souligne-t-il, si la lutte pour les droits à la terre se justifie, elle n'est pas pour autant soutenue par les hommes du pouvoir. La lutte pour des droits à la terre équitables entre sexes n'associe pas les exigences des femmes à celles plus larges d'une plus grande redistribution des terres à usage urbain et rural de la majorité noire du Zimbabwe, de budget de l'État et d'autres ressources affectées aux services d'encadrement amical, mise en place d'infrastructures (eaux, etc.) pour améliorer la productivité de la terre. La critique féministe tend à réclamer des réformes locales sur l'espace foncier contrôlé par les Noirs, au lieu de s'attaquer surtout aux terres riches contrôlées par les Blancs et les élites masculines noires. La question de l'accès des femmes à la terre ne peut être dissociée à la politique économique globale que sous-tend tout programme de réforme agraire.

La contribution de Patricia A. Made «Women and Desertification: Killers of the Land, Keepers of Knowledge» élargit le débat à la gestion de la terre et des ressources naturelles par les femmes.

Des risques très lourds pèsent sur l'environnement africain ; liés à une exploitation abusive des ressources et mènent à un appauvrissement des sols et une baisse de la productivité, la déforestation, la désertification. Mais longtemps, la crise de l'environnement a été étudiée sans tenir compte de la gestion des femmes de cet environnement sauf pour en dénoncer l'effet dévastateur: pillage des ressources ligneuses conduisant à la déforestation. Or, il est convenu aujourd'hui que les risques encourus

par la terre dépendent aussi de mauvaises politiques agricoles (technologies inadaptées, surexploitation en raison des besoins du marché, pression démographique, etc.), de politiques foncières désastreuses qui confinent le paysannat pauvre sur des terres infertiles. ' .

La crise environnementale affecte les populations mais a un impact grave sur la situation des femmes qui en gèrent les ressources pour nourrir et entretenir les familles. L'Agenda 21 de Rio a réussi à faire prendre en compte leur situation, les contraintes et obstacles qui pèsent sur leurs activités multiples de production et de reproduction.

D'autres sujets sont étudiés, car la revue se veut un espace d'expression plurielle des féministes africaines. On a ainsi un article de Jean Njeri Kamou sur les différentes formes de violence faites aux femmes qui sont des sévices physiques, sexuels et moraux, pressions de toutes sortes : mariage et grossesses précoces, poids des valeurs traditionnelles, violation des droits humains, reproductifs, économiques et politiques, déformation de leur image dans les medias, droits des femmes réfugiées et déplacées.

Les articles, dont la diversité peut faire paraître l'ensemble hétéroclite, de Makene Roy-Campbell; Kwanele Jirira, Encony Bassadi, Priscilla Mishihaircombwi, Toya Reed traitent pourtant tous des défis posés aux femmes dans diverses sociétés d'Afrique australe.

L'initiative est à encourager très vivement.